Le sort de l'Ukraine et le futur de la paix

Partage international n° 405 – Mai 2022

par Sébastien Villemot

Ce qui la veille seulement semblait une hypothèse folle et irréaliste s'est matérialisé le 24 février 2022 : la Russie, deuxième puissance militaire mondiale et détentrice du plus important arsenal nucléaire, a lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine, dont plusieurs voisins sont membres de l'Otan.

La tension mondiale a immédiatement atteint un niveau qui n'avait plus été observé depuis la fin de la Guerre froide, et le risque d'un conflit nucléaire mondial et dévastateur s'est instantanément rappelé à notre souvenir. Ainsi que l'a expliqué le pape François : *« Nous pensions que les invasions d'autres pays, les combats de rue sauvages et les menaces nucléaires n'étaient plus que les sombres souvenirs d'un lointain passé ».*

Bien que l'extension du conflit au niveau mondial ait pour le moment été évitée, les actions de la Russie ont déjà causé d'immenses souffrances au peuple ukrainien. Plusieurs milliers de civils et de soldats ukrainiens ont été tués par l'armée russe, et davantage ont été blessés. Plus de quatre millions de personnes sont devenues des réfugiés, ce qui signifie que l'Europe fait aujourd'hui face à sa plus importante crise des réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale, tandis que plus de six millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. Les traumatismes psychologiques endurés par les survivants auront probablement des conséquences durant des décennies, en particulier pour les enfants et les soldats. Les destructions massives de bâtiments et d'infrastructures civils auront des conséquences économiques négatives sur le long terme, tout en étant le signe que des crimes de guerre ont été commis à une large échelle.

Une guerre illégale et illégitime

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une claire violation du droit international, en particulier de la Charte des Nations unies qui interdit, dans son article 2, *« l'emploi de la force […] contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ».* Au travers d'une résolution votée le 2 mars, l'Assemblée générale des Nations unies a condamné cet acte d'« *agression* » et demandé le retrait complet des troupes russes *« de l'ensemble du territoire de l'Ukraine au sein de ses frontières internationalement reconnues ».* La nature illégale de cette attaque est ainsi indiscutable, mais le gouvernement russe a néanmoins invoqué un certain nombre de raisons afin de justifier ses actes.

Un premier groupe de justifications est de nature ethno-nationaliste. Le peuple ukrainien, ou du moins une part de la population ukrainienne, est considéré par le président Poutine comme une partie intégrante du peuple russe. Il s'ensuit qu'il devrait être incorporé à la Fédération de Russie, ou à défaut ne devrait bénéficier que d'une « souveraineté limitée » (similaire à celle des Etats de l'ancien bloc de l'Est dans le cadre de la doctrine Brejnev). L'annexion de la Crimée et le soutien apporté aux groupes militaires pro-russes dans le Donbass furent des manifestations antérieures de cette politique. Il existe en effet un lien historique et culturel fort entre la Russie et l'Ukraine, également reconnu par les enseignements ésotériques. Interrogé en 2014 sur la relation entre ces deux pays, Benjamin Creme a répondu que l'Ukraine appartient en effet à la sphère d'influence russe, mais il a immédiatement ajouté que *« sa souveraineté doit être respectée*[1] *».* Ce dernier point est d'une importance capitale, car le libre arbitre des peuples, et donc leur droit à l'auto-détermination par des moyens démocratiques, ne devrait jamais être enfreint. L'annexion de territoires par l'usage de la force est une violation des lois spirituelles.

Un deuxième groupe de justifications est lié à des préoccupations d'ordre sécuritaire. La Russie dit se sentir menacée par l'extension de l'Otan vers l'est, à la suite de l'intégration de plusieurs pays de l'ancien Pacte de Varsovie, et exprime son inquiétude quant à la possibilité que l'Ukraine rejoigne l'Otan dans le futur. Dans la mesure où l'Otan, initialement conçue comme une alliance défensive, est en pratique devenue un regroupement agressif largement inféodé aux intérêts de la politique étrangère étatsunienne, ces inquiétudes sont certainement compréhensibles. Ceci d'autant plus que les puissances occidentales ont rompu la promesse qu'elles avaient faite lors de la chute de l'URSS de ne pas étendre l'Otan vers l'est. Il est clair que l'Otan et les gouvernements occidentaux se sont livrés à un dangereux jeu de pouvoir, en tentant d'attirer les pays d'Europe de l'Est, dont l'Ukraine, au sein de leur propre sphère

d'influence, avec l'espoir d'affaiblir la Russie. Mais la réalité de ces cyniques manœuvres géopolitiques ne fournit cependant aucune excuse aux actions de la Russie. L'usage de la force militaire n'est légitime qu'en défense face à une agression, laquelle n'a de toute évidence pas eu lieu dans le cas présent (et a peu de chance de jamais se produire, étant donné le statut de la Russie de première puissance nucléaire mondiale). Le fait que la Russie ait attaqué l'Ukraine car celle-ci pourrait potentiellement devenir inamicale à une date inconnue dans le futur n'est pas sans rappeler le honteux motif de « guerre préventive », que les Etats-Unis avaient osé invoquer pour justifier leur invasion illégale de l'Irak en 2003. En outre, la Russie a rompu la promesse qu'elle avait faite en 1994, au travers du mémorandum de Budapest, de garantir la sécurité de l'Ukraine, lorsque cette dernière avait volontairement renoncé à ses armes nucléaires.

Fraternité et pouvoir des peuples

Dans ce contexte, notre solidarité doit bien évidemment aller en premier lieu aux Ukrainiens, qu'il s'agit de soutenir par tous les moyens disponibles. L'aide humanitaire offerte par les gouvernements occidentaux est un pas dans la bonne direction, même si davantage pourrait être accompli, par exemple au travers de l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine, laquelle s'élève à environ 130 milliards de dollars. Mais surtout, la solidarité affichée par les citoyens ordinaires, particulièrement en Europe de l'Est, est un développement très positif. Il existe de nombreuses histoires réconfortantes de personnes ordinaires ayant spontanément proposé leur aide, en transportant ou en hébergeant des réfugiés, en donnant de l'argent, des denrées alimentaires ou du matériel médical, ou en s'engageant bénévolement au sein d'organismes fournissant le soutien logistique nécessaire. Cette expression de solidarité et de bonne volonté humaine est un signe d'espoir dans ce contexte difficile, et marque un nouveau pas de l'humanité vers l'unité et le partage. Puisse cette expérience nous aider à réaliser, en particulier en Occident, que les réfugiés d'autres conflits, en Afghanistan, Syrie, Yémen, et ailleurs, traversent des souffrances similaires et méritent tout autant notre aide et de telles manifestations de solidarité.

Au-delà de l'aide matérielle immédiate, l'action politique est un autre levier puissant par lequel la guerre peut être arrêtée et la paix restaurée. Les citoyens ordinaires ont un rôle important à jouer et, en exprimant leur volonté, ils peuvent forcer les gouvernements à agir dans le sens de la paix. Des manifestations contre la guerre en Ukraine se sont déroulées dans de nombreuses villes à travers le monde, avec par exemple plus de 100 000 personnes qui ont défilé à Berlin le 27 février dernier. Ceci est un signe d'espoir pour le monde, et l'expression du pouvoir grandissant des peuples.

Les citoyens russes ont bien entendu une responsabilité particulière, puisqu'ils peuvent plus directement influer sur le cours d'une guerre qui est menée en leur nom, et dans laquelle des soldats russes meurent inutilement par milliers. Notre compassion va naturellement aux jeunes conscrits russes mal informés, aux familles russes endeuillées, ainsi qu'aux citoyens russes ordinaires qui commencent à ressentir le poids des sanctions.

En raison de la nature de plus en plus dictatoriale du régime du président Poutine, qui restreint les libertés publiques et manipule les médias, il est dangereux de s'élever contre la guerre, et les Russes courageux qui osent malgré tout le faire méritent notre respect et notre soutien.

Il est clair que l'opposition à la guerre en Russie est bien plus répandue qu'il n'y paraît, et l'espoir pour la Russie et pour le monde est que ceci se traduira à un moment donné en un mouvement populaire qui réorientera le gouvernement du pays dans le sens des valeurs et des besoins humains. De ce point de vue, les puissances occidentales doivent faire preuve de prudence dans la conception de leur politique de sanctions. S'il paraît utile de cibler spécifiquement les dirigeants et les oligarques, sanctionner la population russe dans son ensemble serait à la fois injuste et contreproductif ; cela ne ferait que renforcer les forces isolationnistes et paranoïaques qui prétendent que la Russie livre un combat existentiel contre l'Occident.

Un nouveau cadre de sécurité mondial

L'objectif pour tous les gouvernements devrait être la signature d'un cessez-le-feu immédiat, puis finalement d'un traité de paix, entre la Russie et l'Ukraine. Il existe au sein des gouvernements occidentaux la tentation de faire durer le conflit, avec l'espoir que l'Ukraine devienne « l'Afghanistan » de V. Poutine ; une telle idée serait totalement irresponsable. Bien entendu, un traité de paix réaliste doit reposer sur des principes justes, et devrait en particulier garantir la sécurité et la souveraineté de l'Ukraine comme de la Russie. Il reste à voir si la Russie mettra fin à son agression si la proposition d'un accord raisonnable et juste lui est faite. Toutefois, les gouvernements ukrainien et occidentaux ne doivent pas ménager leurs efforts dans la recherche d'une solution diplomatique à cette

crise, car chaque nouveau jour de conflit apporte son lot de souffrances et de risques de déstabilisation supplémentaires.

Une autre conséquence de cette guerre est l'augmentation probable des dépenses militaires à travers le monde, en particulier en Europe. L'Allemagne, par exemple, a annoncé une refonte importante de sa politique de défense, incluant un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour « moderniser » son armée. Plus généralement, il est prévu que les membres de l'Otan se mettent d'accord sur une nouvelle augmentation de leurs dépenses militaires, afin d'atteindre une cible de 2 % de leur PIB. Bien entendu, le complexe militaro-industriel tente de saisir l'opportunité offerte par cette guerre pour accroître ses ventes, avec le soutien des gouvernements des plus importants vendeurs d'armes (Etats-Unis en tête, mais également France et Royaume-Uni).

Céder à ces pressions en faveur du réarmement serait une erreur tragique. Les ressources consacrées à l'armée seraient mieux utilisées à d'autres fins plus urgentes, comme la lutte contre la pauvreté et le changement climatique. Augmenter le stock d'armes dans le monde ne va pas améliorer la sécurité ; bien au contraire, cela alimentera de nouvelles tensions et rendra plus probable un conflit dévastateur. Le seul chemin viable pour l'humanité est celui du désarmement mondial, au travers d'accords bilatéraux et multilatéraux, en commençant par les armes nucléaires. Dans la mesure où la Russie et les Etats-Unis possèdent à eux deux 90 % de toutes les têtes nucléaires dans le monde, ils détiennent la clé du processus de désarmement nucléaire, et devraient donc ouvrir un nouveau cycle de négociations pour parvenir à un nouveau traité bilatéral ambitieux.

Au niveau multilatéral, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui est déjà entré en vigueur mais n'a pas encore été signé par une seule puissance nucléaire, fournit un cadre pour l'élimination des armes nucléaires de la surface de cette planète.

En dépit de la souffrance indicible des Ukrainiens, il devient de plus en plus clair que cette guerre ne se déroule pas comme V. Poutine l'avait prévu. La résistance ukrainienne est plus forte que ce que la plupart des spécialistes avaient anticipé, et l'armée russe a subi de nombreux revers, incluant des problèmes logistiques, des défauts de coordination et un taux élevé de pertes.

De plus, le coût à long terme de cette guerre sera considérable pour la Russie, en particulier dans les domaines diplomatique et économique. Les dirigeants de ce monde doivent parvenir à comprendre que la vision géopolitique du monde selon laquelle des puissances se battent pour la suprématie, des gains territoriaux et des ressources, appartient au passé et est dorénavant vouée à l'échec. Le futur sera gouverné par le droit international et par la solidarité entre les peuples et les nations.

1 – Partage international, octobre 2014.

Russie, Ukraine **Auteur** : Sébastien Villemot, économiste et collaborateur de Share International, basé à Paris (France).
Thématiques :
Rubrique : De nos correspondants